L. 7241/1/V.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 juillet 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux actes d'apports en nature", a donné le 12 août 1960 l'avis suivant. :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 19e juli 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de daden van inbrengsten in natura", heeft de 12e augustus 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de modifier les dispositions relatives aux apports en nature contenues dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Selon l'exposé des motifs, le but du projet est double :

1° d'une part, il tend à compléter les dispositions destinées à empêcher les fraudes et les exagérations auxquelles peut donner lieu l'évaluation des apports en nature dans les actes de constitution ou d'augmentation de capital de sociétés anonymes;

2° d'autre part, il tend à supprimer les restrictions à la négociabilité des actions représentatives d'apports en nature prévues à l'article 47 des lois coordonnées.

Pour atteindre le premier de ces buts, le projet renforce les mesures de garantie à la base. Outre l'insertion dans l'acte constitutif ou dans l'acte constatant l'augmentation de capital des mentions prescrites par l'article 30, 2°, des lois coordonnées, il impose la vérification préalable des apports en nature par un reviseur d'entreprise et la publication des conclusions de cette vérification dans l'acte.

Si, d'une part, le Gouvernement renforce les mesures de garantie à la base, d'autre part, il supprime les mesures de garantie prévues à l'occasion d'opérations

.../...

ultérieures ayant pour objet les actions. La nécessité de la suppression de l'article 47 des lois coordonnées qui frappe de non-négociabilité relative les actions représentatives d'apports en nature est apparue, notamment, à l'occasion de l'émission d'obligations convertibles en actions. Dans son avis du 15 juin 1960 (L.7145), relatif à un projet de loi sur les obligations convertibles en actions ou avec droit de souscription, le Conseil d'Etat a attiré l'attention du Gouvernement sur cette question.

\+

\+ +

Les mesures de garantie prévues par le projet ne s'appliqueront qu'aux sociétés anonymes ainsi qu'aux sociétés en commandite par actions, qui y seront soumises en vertu de l'article 107 des lois coordonnées.

Le Gouvernement n'entend pas étendre le projet à des sociétés constituées selon une autre forme, bien que les mêmes fraudes et exagérations des apports en nature soient possibles en ce qui les concerne et également dommageables pour les tiers (voir en ce qui concerne les s.p.r.l. , VAN RIJN, Principes de droit commercial, II, n° 894).

\+

\+ +

.../...

Le projet abroge les dispositions de l'article 199 des lois coordonnées relatives à la négociation en Belgique des actions représentatives d'apports en nature des sociétés étrangères, bien qu'il soit impossible d'imposer des garanties à la base, comme le projet le fait pour les sociétés belges. Bien que le projet maintienne pour les titres ou parts bénéficiaires des sociétés belges le régime de non-négociabilité relative prévu par l'article 47, il supprime en outre cette restriction pour les titres ou parts bénéficiaires émanant de sociétés étrangères. L'exposé des motifs s'en explique en invoquant le fait que l'article 199 est inapplicable lorsque "les droits étrangers ignorent notre distinction entre titres bénéficiaires et titres représentatifs d'apports ou encore considèrent comme susceptibles d'être pris en considération pour la détermination du capital social des apports qui, dans notre droit, ne peuvent être rémunérés que par des titres bénéficiaires".

Il demeure que le projet institue la liberté complète en ce qui concerne la négociabilité d'actions de sociétés étrangères, qu'elles soient représentatives d'apports en numéraire ou en nature ou qu'elles ne soient pas représentatives d'apports comme les titres ou parts bénéficiaires.

Les actions étrangères restent toutefois soumises, sur le plan administratif, au contrôle du Ministre des Finances et de la Commission bancaire s'il y a appel au marché des capitaux, et à celui du Comité de la cote en cas de demande d'admission à la cote officielle d'une bourse du Royaume.

\+

\+ \+

.../...

L'article 2 du projet modifie notamment l'article 30, 4°, des lois coordonnées.

Selon la nouvelle disposition, l'acte de société devra mentionner, outre les charges hypothécaires grevant les biens apportés, les nantissements grevant ces biens.

Dans l'analyse qu'il fait de cette disposition, l'exposé des motifs déclare qu'elle ajoute aux mentions que l'acte de société doit contenir "celle des charges réelles autres que les charges hypothécaires qui grèvent les biens apportés". Ce commentaire ne paraît pas entièrement exact, puisque, outre le nantissement, il existe d'autres charges réelles (usufruit, servitudes) que le nouvel article 30, 4°, ne vise pas.

\+

\+ \+

L'article 3, qui est relatif à l'augmentation de capital par voie d'apports en nature, dispose que le rapport du reviseur d'entreprise prévu en cas de constitution de société par l'article 29bis nouveau "est remplacé par un avis joint au rapport du conseil (d'administration)".

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que le terme "avis" n'a pas une signification différente de celle du terme "rapport" employé

.../...

à l'article 29bis pour désigner le document que le reviseur d'entreprise est tenu de rédiger. Il ressort de l'article 29bis que ce document devra comprendre une description de chaque apport en nature et indiquer les modes d'évaluation adoptés ainsi que la rémunération attribuée en contrepartie.

Lorsque le rapport est rédigé à l'occasion d'une augmentation de capital, il devra, selon les nouvelles dispositions que l'article 3 insère dans l'article 34 des lois coordonnées, porter en outre "sur les bases de la négociation intervenue avec l'apporteur". Les termes "bases de la négociation" sont peu clairs. Il importe d'autant plus de les préciser que l'inobservation de la disposition peut entraîner des sanctions pénales.

Le rapport du reviseur devra, tant en cas de constitution de société qu'en cas d'augmentation de capital, comporter des conclusions. C'est ce qui résulte de l'article 30, 2°, nouveau, selon lequel "les conclusions du rapport du reviseur d'entreprise prévu à l'article 29bis" devront être mentionnées dans l'acte constitutif de société. En vertu de l'article 34, alinéa 1er, cette disposition s'appliquera aussi à l'augmentation de capital.

Il est proposé un texte nouveau pour les deux alinéas que l'article 3 a pour but d'insérer dans l'article 34 des lois coordonnées.

\+

\+ \+

.../...

L'article 4 du projet modifie l'article 35, 4°, des lois coordonnées. Le 4° de l'article 35 est actuellement composé de deux alinéas. Tel qu'il est rédigé, le projet a pour effet de supprimer le second alinéa. Or, cela n'est manifestement pas l'intention du Gouvernement. Pour éviter la suppression du second alinéa, il y aurait lieu de rédiger l'article 4 du projet comme suit :

"Article 4.-

L'article 35, 4°, des mêmes lois coordonnées est remplacé par le texte suivant :

"4° de la réparation du préjudice ... (comme au projet)...

Ceux qui ont pris un engagement pour des tiers ... (texte actuel)...".

\+

\+ +

L'article 8 du projet a pour but d'ajouter un nouveau fait punissable à ceux qui sont prévus par l'article 201 des lois coordonnées. Le 3° bis, que le projet insère dans l'article 201, dispose que sont punissables les gérants ou administrateurs qui, en cas d'augmentation de capital, n'auront pas présenté à l'assemblée générale le rapport spécial prévu par l'article 34.

Selon les nouvelles dispositions que le projet insère dans l'article 34, ce rapport spécial doit être accompagné du rapport du commissaire reviseur ou du reviseur d'entreprise.

.../...

Le texte pénal ne faisant pas expressément mention du rapport du reviseur, on pourrait soutenir que l'omission de le présenter à l'assemblée générale en même temps que le rapport spécial ne constitue pas un fait punissable. C'est pour éviter toute équivoque sur ce point qu'il est proposé de rédiger comme suit le texte qui doit s'insérer dans l'article 201:

"3°bis. Les gérants ou administrateurs qui n'auraient pas présenté le rapport spécial accompagné du rapport du commissaire reviseur ou du reviseur d'entreprise comme il est prévu à l'article 34".

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle les observations de pure forme indiquées ci-après :

L'intitulé du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les apports en nature".

A l'article 29bis nouveau, il serait préférable de remplacer le membre de phrase "... pour faire rapport, notamment, sur la description de chaque apport en nature, les modes d'évaluation adoptés et la rémunération qui en est la contrepartie" par "... pour faire rapport, notamment, sur la description de chaque apport en nature, sur les modes d'évaluation adoptés et sur la rémunération attribuée en contrepartie".

.../...

L'article 2 modifie l'article 30, 2° et 4°, des lois coordonnées. Il remplace également le dernier alinéa de l'article 10 des mêmes lois, sans que cette modification soit toutefois annoncée dans le liminaire de l'article.

Il est préférable de procéder à la modification de chacun des articles 10 et 30 au moyen d'une disposition distincte, de la manière indiquée ci-après :

Article 2.-

L'article 10, alinéa 6, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 9 juillet 1935, est remplacé par la disposition suivante :

"Les mandats authentiques... (comme au projet)..."

Article 3.-

Dans l'article 30 des mêmes lois coordonnées, le 2° et le 4° sont remplacés par les dispositions suivantes :

"2° la spécification ... (comme au projet) ...;

4° les charges hypothécaires ... (comme au projet)...".

L'insertion d'un nouvel article aura pour conséquence que le numérotage des articles 3 et suivants du projet devra être revu.

Tenant compte de l'observation qui a été faite ci-dessus concernant les nouvelles dispositions que le projet insère dans l'article 34 des lois coordonnées, ces dispositions devraient être rédigées comme suit :

.../...

"Article 4.-

Dans l'article 34 des mêmes lois coordonnées, les dispositions suivantes sont insérées entre les alinéas 1er et 2 :

"En cas d'apport ne consistant pas en numéraire, le conseil d'administration est tenu de présenter à l'assemblée générale un rapport spécial et circonstancié portant notamment sur la consistance, l'évaluation et les conditions de chaque apport ainsi que sur l'intérêt qu'il présente pour la société. Le rapport prévu à l'article 29bis est, en ce cas, établi soit par le commissaire reviseur, soit, pour les sociétés qui n'en ont pas, par un reviseur d'entreprise désigné par le conseil d'administration; il doit porter, en outre, sur(les bases de la négociation intervenue avec l'apporteur) (1). Ce rapport est joint au rapport spécial du conseil d'administration.

Le rapport spécial du conseil d'administration et le rapport du reviseur sont annoncés dans l'ordre du jour; une copie en est adressée aux actionnaires en nom; elle est également transmise sans délai aux personnes qui ont accompli les formalités requises par les statuts pour être admises à l'assemblée. Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des rapports".

.../...

(1) Sous réserve de l'observation formulée au commentaire de l'article.

L'article 6 du projet abroge les articles 48, 49 et 199, alinéas 2, 3 et 4. Il est d'usage de faire figurer les dispositions abrogatoires à la fin du texte. Compte tenu de la modification dans la numérotation proposée plus haut, la disposition abrogatoire deviendrait l'article 10.

L'article 8 du projet complète l'article 201 des lois coordonnées, tandis que l'article 9 modifie l'article 121 de ces mêmes lois.

Il serait plus logique d'intervertir l'ordre de ces articles, de telle sorte que l'article 121 soit modifié avant l'article 201.

Het ontwerp strekt er toe, in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen de bepalingen over inbreng in natura te wijzigen.

Volgens de memorie van toelichting is het doel tweeledig :

1° aanvulling van de bepalingen ter voorkoming van bedrog en overdrijving bij de raming van inbreng in natura, in akten tot oprichting van naamloze vennootschappen of tot verhoging van hun kapitaal;

2° opheffing van de beperkingen die artikel 47 van de gecoördineerde wetten stelt inzake verhandelbaarheid van inbreng in natura vertegenwoordigende aandelen.

Om het eerste oogmerk te bereiken , verscherpt het ontwerp de garantiemaatregelen onderaan. Zo wordt, naast opneming van de bij artikel 30, 2°, van de gecoördineerde wetten bepaalde vermeldingen in de akte van oprichting of kapitaalsverhoging, ook voorgeschreven, dat de inbreng in natura vooraf door een bedrijfsrevisor zal worden geverifieerd en dat de conclusies van die verificatie in de akte zullen worden opgenomen.

Terwijl de Regering de garantiemaatregelen onderaan verscherpt, heft zij bij verdere verrichtingen omtrent de aandelen zulke maatregelen op.

.../...

Opheffing van artikel 47 van de gecoördineerde wetten, dat de inbreng in natura vertegenwoordigende aandelen in zekere mate onverhandelbaar maakt, is noodzakelijk gebleken, met name bij emissie van in aandelen converteerbare obligaties. In zijn advies van 15 juni 1960 (L.7145) over een ontwerp van wet betreffende de in aandelen converteerbare obligaties en de obligaties met voorkeurrecht, heeft de Raad van State de Regering daarop attent gemaakt.

\+

\+ +

De in het ontwerp bepaalde garantiemaatregelen zullen enkel voor naamloze vennootschappen en, krachtens artikel 107 van de gecoördineerde wetten, voor vennootschappen bij wijze van geldschieting op aandelen gelden.

De Regering bedoelt niet, dat het ontwerp mede toepasselijk wordt op anderszins opgerichte vennootschappen, ofschoon bedrog en overschatting bij inbreng in natura ook daar mogelijk zijn en aan derden schade kunnen toebrengen (voor de p.v.b.a. zie VAN RIJN, Principes de droit commercial, II, nr 894).

\+

\+ +

Het gedeelte van artikel 199 der gecoördineerde wetten, dat betrekking heeft op het in België verhandelen van inbreng in natura vertegenwoordigende aandelen van vreemde vennootschappen, wordt door het

.../...

ontwerp opgeheven, al is het onmogelijk hier garanties onderaan te eisen zoals voor Belgische vennootschappen. Ofschoon, voor de winsteffecten en -aandelen van deze laatste, de in artikel 47 bepaalde betrekkelijke onverhandelbaarheid wordt behouden, heft het ontwerp bovendien die onverhandelbaarheid op voor de winsteffecten en -aandelen van de vreemde vennootschappen. Ter verklaring daarvan zegt de memorie van toelichting, dat artikel 199 niet kan worden toegepast wanneer "de buitenlandse rechtsstelsels ons onderscheid niet kennen tussen de winsteffecten en effecten die inbrengsten vertegenwoordigen of ook nog van oordeel zijn dat inbrengsten die naar ons recht alleen door winsteffecten kunnen worden vergoed, in aanmerking kunnen worden genomen voor het bepalen van het vennootschappelijk kapitaal".

Het ontwerp maakt het verhandelen van aandelen van vreemde vennootschappen dus volkomen vrij, onverschillig of die aandelen inbreng in geld of in natura dan wel, zoals het geval is met winsteffecten of -aandelen, helemaal geen inbreng vertegenwoordigen.

In administratief opzicht blijven de vreemde aandelen evenwel onderworpen aan de controle van de Minister van Financiën en van de Bankcommissie, wanneer een beroep op de kapitaalmarkt wordt gedaan, en van het Comité der beursnotering ingeval om officiële notering in een der beurzen van het Rijk wordt verzocht.

\+

\+ \+

Artikel 2 van het ontwerp wijzigt onder meer artikel 30, 4°, van de gecoördineerde wetten.

.../...

Volgens het nieuwe voorschrift vermeldt de vennootschapsakte niet alleen de hypothecaire lasten, maar ook de pandgevingen die de ingebrachte goederen bezwaren.

In haar analyse van die bepaling verklaart de memorie van toelichting, dat aan de vermeldingen die in de vennootschapsakte moeten voorkomen, de vermelding van "de andere zakelijke lasten die de ingebrachte goederen bezwaren", wordt toegevoegd. Die commentaar lijkt niet helemaal juist, want naast de pandgeving bestaan nog andere zakelijke lasten (vruchtgebruik, erfdienstbaarheden) waarvan het nieuwe artikel 30, 4°, niet spreekt.

\+

\+ \+

Volgens artikel 3, dat betrekking heeft op kapitaalsverhoging door inbreng in natura, wordt het verslag van de bedrijfsrevisor, dat door het nieuwe artikel 29bis wordt voorgeschreven bij oprichting van een vennootschap, "vervangen door een bij het verslag van de raad van beheer te voegen advies".

Blijkens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen wordt hier met "advies" eigenlijk hetzelfde bedoeld als met "verslag" zoals het door de bedrijfsrevisor op te maken bescheid in artikel 29bis wordt genoemd. Uit dit artikel blijkt, dat in het verslag iedere inbreng in natura moet worden beschreven, met opgave van de toegepaste ramingswijze en van de als tegenprestatie verstrekte vergoeding.

.../...

Wordt het verslag opgemaakt naar aanleiding van een kapitaalsverhoging, dan moet het ,volgens de nieuwe in artikel 34 van de gecoördineerde wetten in te voegen bepalingen, tevens "betrekking hebben op de grondslagen van de met de inbrenger gevoerde onderhandeling". De uitdrukking "grondslagen van de onderhandeling" is niet zeer duidelijk. Verduidelijking is hier des te meer gewenst daar niet-naleving van die bepalingen strafbaar is.

In het verslag van de revisor moeten zowel bij oprichting van een vennootschap als bij kapitaalsverhoging conclusies worden getrokken. Dit blijkt uit artikel 30, 2°, nieuw, luidens hetwelk "de besluiten van het verslag van de bedrijfsrevisor, bedoeld in artikel 29bis" in de oprichtingsakte moeten worden vermeld. Krachtens artikel 34, eerste lid, zal die bepaling ook bij kapitaalsverhoging toepassing vinden.

Voor de twee leden die artikel 3 van het ontwerp in artikel 34 van de gecoördineerde wetten wil invoegen, wordt een nieuwe lezing voorgesteld.

+

\+ +

Artikel 4 van het ontwerp wijzigt artikel 35, 4°, van de gecoördineerde wetten. Onder 4° van artikel 35 staan thans twee leden. Het ontwerp is zo geredigeerd, dat het tweede komt te vervallen, hetgeen de Regering klaarblijkelijk niet zo bedoelt. Dit tweede lid wordt behouden als artikel 4 van het ontwerp als volgt wordt gesteld :

"Artikel 4.-

Artikel 35, 4°, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende tekst vervangen :

.../...

"4° wegens de vergoeding ... (zoals in het ontwerp) ...

Zij die een verbintenis voor derden hebben aangegaan ... (huidige tekst) ...".

\+

\+ +

Artikel 8 van het ontwerp wil aan de strafbare feiten, zoals artikel 201 van de gecoördineerde wetten die opsomt, een nieuw strafbaar feit toevoegen. De tekst die het ontwerp in artikel 201 onder 3° bis invoegt, bepaalt dat strafbaar zijn de zaakvoerders of beheerders die bij kapitaalsverhoging mochten hebben verzuimd het in artikel 34 voorgeschreven verslag aan de algemene vergadering voor te leggen.

Volgens de nieuwe voorschriften die het ontwerp in artikel 34 invoegt, moet dat speciaal verslag vergezeld gaan van een verslag van de commissaris-revisor of van de bedrijfsrevisor.

Daar de strafbepaling niet uitdrukkelijk het verslag van de bedrijfsrevisor vermeldt, zou kunnen worden betoogd, dat het geen strafbaar feit is, dat verslag niet samen met het speciaal verslag aan de algemene vergadering voor te leggen. Om dubbelzinnigheid te weren, wordt voor de in artikel 201 in te voegen tekst de volgende lezing voorgesteld :

"3° bis. De zaakvoerders of beheerders die het speciaal verslag samen met het verslag van de commissaris-revisor of van de bedrijfsrevisor , als voorgeschreven in artikel 34, niet mochten hebben voorgelegd".

\+

\+ +

.../...

Voor het overige zijn bij het ontwerp de volgende vormopmerkingen te maken.

Het opschrift ware beter als volgt gesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen ter zake van inbreng in natura".

In het nieuwe artikel 29bis wordt de zinsnede "... om verslag uit te brengen inzonderheid over de beschrijving van elke inbreng in natura, de aangewende wijzen van schatten en de vergoeding als tegenwaarde daarvan" beter vervangen door "om verslag uit te brengen inzonderheid over de beschrijving van iedere inbreng in natura, over de toegepaste schattingswijzen en over de als tegenprestatie verstrekte vergoeding".

Artikel 2 van het ontwerp wijzigt artikel 30, 2° en 4°, van de gecoördineerde wetten. Het vervangt tevens het laatste lid van artikel 10 van dezelfde wetten, maar die vervanging wordt in de inleidende zin van het artikel niet aangekondigd.

Het verdient de voorkeur de artikelen 10 en 30 elk door een afzonderlijke bepaling te wijzigen, als volgt :

"Artikel 2.-

Artikel 10, zesde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1935, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De authentieke of ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 3.-

In artikel 30 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt de tekst onder 2° en 4° door de volgende bepalingen vervangen :

"2° de nauwkeurige opgave ... (zoals in het ontwerp) ...

4° de hypothecaire lasten ... (zoals in het ontwerp) ...".

Nu er een artikel meer is, moeten de artikelen 3 en volgende van het ontwerp worden vernummerd.

De ontworpen bepalingen voor artikel 34 van de gecoördineerde wetten zijn, met inachtneming van hetgeen daarover reeds is gezegd, als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

In artikel 34 van dezelfde gecoördineerde wetten worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende bepalingen ingevoegd :

"Bij inbreng die niet in geld bestaat, is de raad van beheer gehouden aan de algemene vergadering een omstandig speciaal verslag voor te leggen, inzonderheid over de omvang, de raming en de voorwaarden van iedere inbreng en over het belang die deze voor de vennootschap heeft. Het in artikel 29bis voorgeschreven

.../...

verslag wordt in dat geval opgemaakt door de commissaris-revisor of, voor vennootschappen waar er geen is, door een door de raad van beheer aan te wijzen bedrijfsrevisor; het moet bovendien betrekking hebben op (de grondslagen van de met de inbrenger gevoerde onderhandelingen) (1). Dat verslag wordt bij het speciaal verslag van de raad van beheer gevoegd.

Het speciaal verslag van de raad van beheer en het verslag van de revisor worden op de agenda aangekondigd; een afschrift ervan wordt toegezonden aan de houders van aandelen op naam; onverwijld wordt er ook een bezorgd aan diegenen die de in het statuut vereiste formaliteiten voor toelating tot de vergadering hebben vervuld. Iedere aandeelhouder heeft het recht, tegen overlegging van zijn effect, vijftien dagen vóór de vergadering kosteloos een exemplaar van de verslagen te ontvangen".

Artikel 6 van het ontwerp heft de artikelen 48, 49 en 199, tweede, derde en vierde lid, op. Opheffingsbepalingen staan gewoonlijk achteraan. Ten gevolge van de reeds voorgestelde vernummering wordt de opheffingsbepaling artikel 10.

.../...

---

(1) Onder voorbehoud van de bij de bespreking van dat artikel gemaakte opmerking.

Artikel 8 van het ontwerp strekt tot aanvulling van artikel 201, artikel 9 tot wijziging van artikel 121 van de gecoördineerde wetten.

De logische volgorde is, dat eerst artikel 121, daarna artikel 201 wordt gewijzigd.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
K. MEES,

Ch. VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.